



**GREDHA**  
**GIP Groupement Régional des Pays de la Loire**  
**Pour l'Élimination des Déchets Hospitaliers et Assimilés**  
Centre Hospitalier Erdre et Loire  
160 rue du Verger  
44156 ANCENIS SAINT GEREON CEDEX  
☎ : 02.40.09.44.03 – ☎ : 02.40.09.44.18  
Mél : [gredha.admin@ch-erdreloire.fr](mailto:gredha.admin@ch-erdreloire.fr)  
Mél : [gredha.technique@ch-erdreloire.fr](mailto:gredha.technique@ch-erdreloire.fr)  
SIRET : 184 409 118 00025

---

**MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**  
**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)**

---

**Pouvoir adjudicateur :**

**GROUPEMENT REGIONAL DES PAYS DE LA LOIRE POUR L'ELIMINATION DES  
DECHETS HOSPITALIERS ET ASSIMILES (GREDHA)**

**Objet de la consultation :**

<p><b>APPEL D'OFFRES</b></p> <p><b>FOURNITURE ET MAINTENANCE DES GRANDS</b></p> <p><b>EMBALLAGES, COLLECTE ET TRANSPORT DES DECHETS A RISQUES</b></p> <p><b>INFECTIEUX POUR LES ETABLISSEMENTS DES PAYS DE LA LOIRE</b></p> <p><b>ADHERENTS DU GIP GREDHA - RELANCE SUITE A DECLARATION SANS</b></p> <p><b>SUITE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL</b></p>
---

La procédure de consultation utilisée est la suivante :  
Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2, R2161-2 à R2161-5

## REFERENCES

- Arrêté du 10 février 2005 modifiant l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.
- Arrêté du 11 juillet 2011 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes
- Arrêté du 24 novembre 2003 relatif aux emballages des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.
- Arrêté du 25 juin 2018 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »)
- Arrêté du 3 août 2010 modifiant l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.
- Arrêté du 6 janvier 2006 modifiant l'arrêté du 24 novembre 2003 relatif aux emballages des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.
- Arrêté du 7 septembre 1999 relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.
- Arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.
- Arrêté relatif au transport des marchandises dangereuses par route (dit « arrêté ADR »).
- Avis du 16 mars 1999 du conseil supérieur d'hygiène publique de France relatif au prétraitement par désinfection des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés susceptibles de renfermer des agents transmissibles non conventionnels.
- Circulaire DGS/VS 3/DPPR n° 2000-292 du 29 mai 2000 relative à diverses mesures concernant les appareils de désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux.
- Circulaire DHOS/E4/DGS/SD7B/DRT/CT2/2005/34 du 11 janvier 2005 relative au conditionnement des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés.
- Circulaire du 29 décembre 2012 relative à la mise en oeuvre de l'appareil de prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux AMB série 75 Ecosteril
- Circulaire du 8 janvier 1996 relative à la mise en oeuvre du procédé Lajtos TDS 300 de désinfection des déchets contaminés des établissements hospitaliers et assimilés.
- Circulaire du ministre chargé de l'environnement du 24 février 1997 relative aux plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés.
- Circulaire interministérielle n° DHOS/E4/DGS/SD7B/DPPR/2006/58 du 13 février 2006 relative à l'élimination des déchets générés par les traitements anticancéreux.
- Circulaire n° 296 du 30 avril 1996 relative au conditionnement des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et à l'application du règlement pour le transport des matières dangereuses par route.
- Circulaire n° 554 du 14 septembre 1998 relative à la collecte des objets piquants, tranchants souillés.
- Circulaire n° 911-2000 du 25 mai 2000 relative à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et à l'application de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.
- Circulaire HOS/E 4 n° 2003-325 du 3 juillet 2003 relative à la désignation de conseillers à la sécurité pour le transport de marchandises dangereuses dans les établissements de santé
- Code de l'environnement Livre V Prévention des pollutions, des risques et des nuisances.
- Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets.
- Décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement
- Décret n° 2013-374 du 2 mai 2013 portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles
- Décret n° 2016-1590 du 24 novembre 2016 modifiant le code de la santé publique et relatif aux déchets assimilés à des déchets d'activités de soins à risques infectieux et aux appareils de prétraitement par désinfection
- Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.
- Décret n° 95-1027 du 18 septembre 1995 relatif à la taxe sur le traitement et le stockage de déchets.
- Décret n° 96-1009 du 18 novembre 1996 relatif aux plans d'élimination de déchets industriels spéciaux. Version consolidée au 16 octobre 2007
- Décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique (définition du DASRI et obligations des producteurs).
- Décret n°2005-1472 du 29 novembre 2005 modifiant le décret n° 96-1008 du 18 novembre 1996 relatif aux plans d'élimination des déchets ménagers et assimilés
- Directive 91 689 CEE du Conseil, du 12 décembre 1991, relative aux déchets dangereux.
- Guide technique : Elimination des déchets d'activités de soins à risques.
- Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages.

- Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.
- Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.
- Loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement.

#### **Glossaire :**

G.R.V : Grand Récipient pour Vrac

G.E. : Grand Emballage

Emballage : désigne un GRV ou un GE destiné à recevoir des DASRI préalablement conditionnés

A.D.R. : accord européen relatif au transport par route des matières dangereuses.

DASRI : Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux

ATNC : Agents Transmissibles Non Conventionnels

Cp/s : Coups par seconde

nSv/h : unité de mesure du débit de dose

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

### **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION DECOMPOSITION EN LOTS**

1.1 Objet de la consultation .....	Page 5
1.2 Décomposition en lots .....	Page 5

### **ARTICLE 2 - DEFINITION DES DECHETS D'ACTIVITES DE SOINS A RISQUES INFECTIEUX ACCEPTES SUR LES SITES DE TRAITEMENT ET DES EMBALLAGES**

2.1 Définition des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) .....	Page 5
2.2 Emballages .....	Page 6

### **ARTICLE 3 - CHAPITRE COLLECTE DES DASRI**..... Page 6

#### **ARTICLE 3.1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE COLLECTE**..... Page 6

#### **ARTICLE 3.2 - CONDITIONNEMENT DES DASRI**..... Page 7

#### **ARTICLE 3.3 - VEHICULES DE COLLECTE**..... Page 7

#### **ARTICLE 3.4 - PRESCRIPTIONS LIEES A L'ADR ET A LA SECURITE**..... Page 8

#### **ARTICLE 3.5 - MODALITES DE COLLECTE**..... Page 8

#### **ARTICLE 3.6 - ORGANISATION DE LA COLLECTE**..... Page 9

#### **ARTICLE 3.7 - DELAI DE MISE A DISPOSITION DES EMBALLAGES**..... Page 10

#### **ARTICLE 3.8 - FORMATION DES CHAUFFEURS**..... Page 10

### **ARTICLE 4 - CHAPITRE MISE A DISPOSITION DES EMBALLAGES**..... Page 10

#### **ARTICLE 4.1 - EMBALLAGE DE MANUTENTION ET DE TRANSPORT DES DASRI**

4.1.1 Caractéristiques techniques .....	Page 10
4.1.2 Contrôles réglementaires des emballages .....	Page 11
4.1.3 Nettoyage – désinfection des emballages .....	Page 11
4.1.4 Suivi administratif des déchets – reconnaissance des emballages .....	Page 11
4.1.5 Plan de continuité : cas de force majeur, cas d'épidémie et de Pandémie, de surcroit d'activité, situations exceptionnelles.....	Page 11

#### **ARTICLE 4.2 - MAINTENANCE DES MATERIELS MIS A DISPOSITION DES ETABLISSEMENTS DE SOINS**

4.2.1 Dispositions générales .....	Page 12
4.2.2 Mesures d'hygiène et de sécurité .....	Page 12
4.2.3 Responsabilité à l'égard des tiers .....	Page 12
4.2.4 Plan de continuité : cas de force majeur, cas d'épidémie, cas de Pandémie, de surcroit d'activité, situations exceptionnelles .....	Page 13

## **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION DECOMPOSITION EN LOTS**

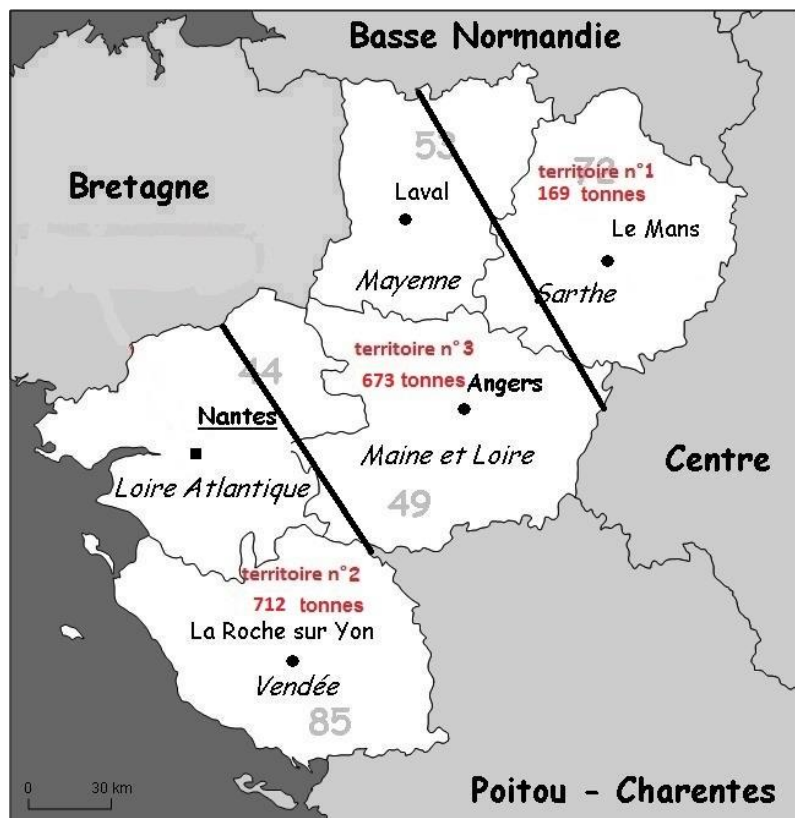
### **1.1 - Modalités techniques**

Le présent appel d'offres concerne les Etablissements des Pays de la Loire adhérents au GREDHA.

La consultation est décomposée en lots comme suit :

- **Lot 1 Fourniture et Maintenance des Grands Emballages, Collecte et Transport des DASRI pour le territoire n°1**
- **Lot 2 Fourniture et Maintenance des Grands Emballages, Collecte et Transport des DASRI pour le territoire n°2**
- **Lot 3 Fourniture et Maintenance des Grands Emballages, Collecte et Transport des DASRI pour le territoire n°3**

Les trois territoires géographiques issus d'un découpage Est-Ouest des Pays de la Loire sont définis ci-après et matérialisés sur la carte ci-jointe



Chaque lot est attribué séparément.

Un opérateur économique peut se voir attribuer un ou plusieurs lots ou la totalité des lots.

## **ARTICLE 2 - DEFINITION DES DECHETS D'ACTIVITES DE SOINS A RISQUES INFECTIEUX ACCEPTEES SUR LES SITES DE TRAITEMENT ET DES EMBALLAGES**

### **2.1 - Définition des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) – Décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997**

Les déchets d'activités de soins sont les déchets issus des activités de diagnostic, de suivi et de traitement préventif, curatif ou palliatif, dans les domaines de la médecine humaine et vétérinaire.

Les déchets issus des activités d'enseignement, de recherche et de production industrielle dans les domaines de la médecine humaine et vétérinaire.

Les DASRI sont des déchets d'activités de soins qui :

1° - Soit présentent un risque infectieux, du fait qu'ils contiennent des micro-organismes viables ou leurs toxines, dont on sait ou dont on a de bonne raison de croire qu'en raison de leur nature, de leur quantité ou de leur métabolisme, ils causent la maladie chez l'homme ou chez d'autres organismes vivants.

2° - Soit même en l'absence de risque infectieux, relèvent de l'une des catégories suivantes :

- a) Matériels et matériaux piquants ou coupants destinés à l'abandon, qu'ils aient été ou non en contact avec un produit biologique.
- b) Produits sanguins à usage thérapeutique incomplètement utilisés ou arrivés à péremption.
- c) Déchets anatomiques humains, correspondant à des fragments humains non aisément identifiables.

Sont assimilés aux déchets d'activités de soins, pour l'application de la présente section :

- Les déchets issus des activités d'enseignement, de recherche et de production industrielle dans les domaines de la médecine humaine et vétérinaire ;
- Les déchets issus des activités de thanatopraxie, lorsqu'ils présentent les caractéristiques mentionnées aux 1° et 2° ci-dessus.
- Les déchets issus des activités de traitements de patients à l'aide de médicaments anticancéreux.

**Sont exclus de ces déchets** conformément à la législation en vigueur :

- les pièces anatomiques dans le respect des réglementations en vigueur, les cadavres d'animaux d'expérimentation, les déchets radioactifs, les piles et appareils médicaux tels que défibrillateur et pacemaker, les déchets chimiques dangereux tels que sels d'argent ou bains servant au développement des clichés radiographiques, bases servant à la fabrication d'un médicament ou utilisées lors de la thérapeutique, les produits issus des analyses, les bouteilles de gaz et les clichés radiographiques périmés, les déchets contenant du mercure (amalgames dentaires, tubes fluorescents...) Les résidus concentrés de médicaments anticancéreux sont exclus des DASRI.

Le tri des déchets sera conforme au règlement en vigueur, aux guides de bonnes pratiques et aux consignes édictées par le GREDHA.

Cette définition réglementaire peut évoluer. Le titulaire du marché devra alors se conformer aux nouvelles dispositions.

## **2.2 - Emballage**

Le terme « emballage » est défini par les prescriptions de l'ADR. Il correspond à des moyens de double emballage, de manutention interne aux établissements et de transport par la route pour les DASRI. Les emballages considérés sont des GRV ou des GE.

Les DASRI devront faire l'objet d'un conditionnement conforme à la réglementation en vigueur (arrêté du 24 novembre 2003) notamment sur les limites de remplissage, mention en toutes lettres « déchets d'activités de soins à risques infectieux » sur deux côtés, couleur jaune dominante...

Dans tous les cas, les caractéristiques techniques des emballages devront être conformes au CCTP.

## **ARTICLE 3 - COLLECTE DES DASRI**

### **ARTICLE 3.1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE COLLECTE**

Le titulaire devra pendant la durée du marché :

1) **Assurer la continuité du service** quelle que soit la cause de l'arrêt de la prestation sans impact sur cette dernière. Le fait de grève du personnel de l'entreprise ne pouvant être considéré comme cas de force majeure. Si toutefois un mode dégradé était inévitable, nous souhaitons des plans de continuité écrits pour différents sujets tels que panne du camion de collecte (contrat de dépannage, camion de secours, location de camion), Pénurie de carburant (stock de carburant), Epidémie et Pandémie (stock de matériel de protection, amplitude horaire augmentée, temps de tournée en plus, réquisition du personnel) etc...

2) **Assurer la prise en charge, le contrôle du niveau de radioactivité, l'enlèvement, le transport et le déchargement des DASRI**, dans les conditions habituelles y compris financières, quelles que soient les situations exceptionnelles et imprévues qui pourraient se présenter, ces dispositions seront prises en charge par le prestataire titulaire du marché.

3) **Respecter le planning de répartition des collectes** défini en concertation avec les titulaires du marché « Traitement ». Toute modification doit être soumise au GREDHA.

- 4) **Produire et renseigner les bordereaux de suivi « d'Elimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux »** validés par les établissements adhérents (le producteur) conformément à la réglementation en vigueur (nombre et type d'emballages collectés, nom, visa, date) ou tout autre système réglementaire tel que TRACKDECHET. Emettre un BSD à zéro quand il y a passage sans aucune collecte.
- 5) **Editer et fournir des étiquettes d'identification des Grands Emballages.** Chez le producteur, lors de la prise en charge des emballages, le chauffeur identifie chaque GE avec les étiquettes d'identification. Le titulaire du transport a la possibilité de proposer d'autres moyens techniques d'identifications conformes à la réglementation et validés par le GREDHA.
- 6) **Echanger nombre pour nombre les Grands Emballages collectés** par des emballages vides, propres et en bon état. Attention, tous les emballages contenant des DASRI et mis à disposition par le producteur doivent être pris en charge par le transporteur sous peine de pénalités.
- 7) **Etre responsable de l'état des Grands Emballages livrés** dans les établissements. Lors du chargement des Grands Emballages sur le site de traitement, il peut refuser de charger les Grands Emballages non conformes à la réglementation ou dont l'état de propreté n'est pas satisfaisant.
- 8) **Dans le cas d'une détection de source radioactive > à 1.5 fois le bruit de fond** (ou supérieure à 500 nSv/h, débit de dose) au moment du chargement sur le site d'un producteur, l'emballage incriminé est redéposé et laissé dans le local DASRI conformément au mode opératoire édité par le GREDHA.
- 9) **Lors d'une détection de source radioactive** sur le site du centre de traitement, le collecteur retourne à sa charge l'emballage contenant l'élément radioactif chez le producteur ou le fait traité à sa charge in situ avec l'accord du centre de traitement.
- 10) **Dans ce cas de détection**, le GREDHA est informé dans la journée en précisant les raisons du dysfonctionnement et dans le cas d'un problème technique, les solutions apportées.
- 11) **Assurer annuellement la mission de Conseiller sécurité** pour le compte des établissements producteurs de plus de 333 kg de DASRI par collecte et pour cette production spécifique.
- 12) **En cas de panne ou de grève du centre de traitement**, ce dernier informe immédiatement le GREDHA. Le directeur du GREDHA donne l'ordre de dérouter les DASRI vers le centre de transfert retenu par le plan de continuité. Les DASRI seront pris en charge par une équipe désignée par le centre de traitement afin de libérer les Grands Emballages et permettre la continuité de la prestation collecte. Le surcoût découlant de ce changement de site sera à la charge du centre de traitement titulaire.
- 13) **En cas de grève ou de panne du véhicule**, le transporteur prend toutes les dispositions pour assurer la prestation **sans rupture du service**. Dans tous les cas, il en **informe immédiatement le GREDHA**. En l'absence de solution efficiente, le responsable du marché fera appel à une autre entreprise. Le titulaire du marché sera informé par tous les moyens disponibles à ce moment-là (téléphone, mail,). Les surcoûts induits seront alors entièrement à la charge du titulaire. (Cf. article 15.1 du CCAP Collecte)

### **ARTICLE 3.2 - CONDITIONNEMENT DES DASRI**

Le titulaire du lot collecte est réputé admettre les Grands Emballages agréés par le GREDHA destinés à recevoir des DASRI préalablement conditionnés.

### **ARTICLE 3.3 - VEHICULES DE COLLECTE**

Les véhicules de collecte sont conformes aux exigences de l'A.D.R. et ses évolutions. Il convient de retenir les dispositions suivantes :

- **Lavage et Désinfection** à chaque déchargement et à chaque fois que nécessaire.
- L'utilisation de camion de location pour ce type de transport **est à éviter** sauf cas de force majeure.

Afin de répondre aux obligations de nettoyage/désinfection, le candidat établira un protocole écrit, en fonction des moyens mis à disposition par le titulaire du marché « Traitement », définissant notamment le mode opératoire pour ce nettoyage, et la traçabilité mise en œuvre. Ce protocole et la feuille de traçabilité seront remis au GREDHA.

Le candidat est invité à détailler les caractéristiques techniques des véhicules envisagés et à fournir tous les documents de nature à préciser ces caractéristiques.

L'usage de moyen porteur permettant le chargement de **36 Grands Emballages sur deux niveaux** est requis.

L'adaptation des véhicules visera à une bonne tenue des Grands Emballages dans le temps et à l'optimisation de l'utilisation des volumes disponibles dans le caisson.

Tout dispositif permettant d'assurer une meilleure sécurité lors des chargements-déchargements, d'améliorer l'hygiène ou le suivi administratif des DASRI sera apprécié.

**Un système de détection de source radioactive devra être présent dans le véhicule afin que le chauffeur vérifie la radioactivité des GE ; la sonde de détection peut être fixe ou portable. La sonde doit être obligatoirement de type cristal NaI ou scintillateur plastique.** Cet ensemble de détection comprendra un système d'alarme visuelle et sonore. Le système aura une grande rapidité de détection et une sensibilité de mesure pour des radioéléments d'énergie d'au moins 60 KeV (et si possible 45 KeV). La détection se fera en cp/s et sera réglée à maximum 1,5 fois le bruit de fond et corrélée avec le bruit de fond mesuré sur le centre de traitement. Sur ce point de contrôle, le candidat fera apparaître dans son offre, les éléments techniques permettant de répondre à cette exigence.

En cas de défaillance du système de détection sur le véhicule, le titulaire du marché devra en informer le GREDHA sous 24h afin de lui soumettre une solution pour palier au dysfonctionnement. La mise en place d'un système de détection portable est requise le temps de réparation du matériel.

#### **ARTICLE 3.4 – PRESCRIPTIONS LIEES A L'ADR ET A LA SECURITE**

Conformément à la législation du travail en vigueur et en fonction de la nature des prestations à effectuer, le titulaire est tenu de mettre en œuvre et faire respecter les mesures de sécurité et d'hygiène pour la protection et la sécurité de son personnel.

Conformément à l'arrêté du 26 avril 1996 relatif aux règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par les entreprises extérieures, le titulaire du marché établit avec chaque établissement adhérent un protocole de sécurité.

De même, le titulaire du marché est tenu d'établir un protocole de chargement et de déchargement avec le centre de traitement qui aura été retenu pour la zone géographique considérée.

Le titulaire du lot devra fournir la copie de l'attestation du conseiller sécurité titulaire pour le compte du candidat et les informations sur la structure « sécurité » de l'entreprise avec les attributions en terme de transport de matières dangereuses

Le personnel du titulaire du lot doit à tout moment respecter les règles intérieures des établissements adhérents.

L'accès au personnel du titulaire du lot est strictement limité aux aires ou locaux d'entreposage des DASRI.

Le candidat doit avoir mis en place une structure « sécurité » interne à son entreprise et avoir défini les attributions en terme de transport des matières dangereuses. A ce titre, le candidat doit fournir une copie de l'attestation du conseiller sécurité titulaire pour le compte de son entreprise. Ces éléments devront être fournis dans l'offre. Au cours du marché, le titulaire devra mettre à jour les éléments.

Le titulaire doit établir un protocole sur les mesures à prendre en cas d'accident, et notamment les personnes à prévenir dont le GREDHA et le(s) conseiller(s) sécurité respectif(s).

Le véhicule de collecte doit être équipé de tout matériel de sécurité requis par les réglementations en vigueur.

Le conducteur devra à tout moment présenter son attestation de formation ADR et tout autre document requis par la réglementation sur le transport de matières dangereuses, se soumettre à tout audit par les adhérents ou représentant du GREDHA.



### **ARTICLE 3.5 - MODALITES DE COLLECTE**

Le titulaire devra s'entendre avec chaque établissement adhérent pour le ou les sites de collecte et les contraintes d'horaire de collecte. La collecte des sites devra s'effectuer de **05h00 à 22h00**.

**Il établira avec chaque établissement adhérent un protocole de sécurité.** Il devra prendre en compte l'éventualité de la présence d'un agent technique de l'adhérent au moment de l'enlèvement.

**Le prestataire retenu est invité à visiter tous les sites et à prendre en compte tous les paramètres pouvant avoir une incidence sur le déroulement d'une tournée :**

- Largeur et hauteur des accès ;
- Trajets sur les sites (circulation interne) ;
- Etat des surfaces de roulage des emballages ;
- Distance éventuelle entre les lieux de stationnement envisageables et le lieu de stockage ;
- Nombre de points de stockage à une même adresse (cas des C.H.U. et C.H.R.) correspondant aux points de collectes forfaitisés

Il devra se conformer scrupuleusement aux contingences éventuelles propres à chaque établissement, relatives au respect des conditions de circulation sur les sites producteurs de déchets : **il est indispensable à cette fin de prendre contact avec la personne responsable pour chaque établissement adhérent.**

Le titulaire fera apparaître à part les solutions éventuelles concernant les difficultés présumées d'accès à certains établissements adhérents.

### **ARTICLE 3.6 - ORGANISATION DE LA COLLECTE**

Le présent appel d'offres concerne les établissements adhérents des Pays de la Loire. La consultation est décomposée en lots comme suit :

- **Lot 1 Fourniture et Maintenance des Grands Emballages, Collecte et Transport des DASRI pour le territoire n°1**
- **Lot 2 Fourniture et Maintenance des Grands Emballages, Collecte et Transport des DASRI pour le territoire n°2**
- **Lot 3 Fourniture et Maintenance des Grands Emballages, Collecte et Transport des DASRI pour le territoire n°3**

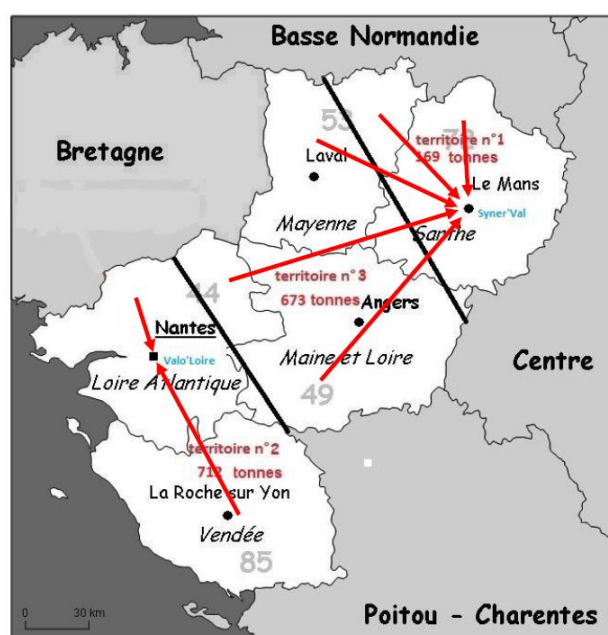
Les territoires géographiques se décomposent en 3 tranches issus d'un découpage Est-Ouest.

Tous les lots seront collectés du lundi au samedi conformément aux calendriers des collectes émis par le GREDHA et validés par le titulaire.

Le titulaire du lot n° 1 Fourniture et Maintenance des Grands Emballages, Collecte et Transport pour le territoire n° 1 devra transporter jusqu'au centre de traitement de SYNERVAL 200 bis Rue de l'Angevinière, 72027 Le Mans (72).

Le titulaire du lot n° 2 Fourniture et Maintenance des Grands Emballages, Collecte et Transport pour le territoire n° 2 devra transporter jusqu'au centre de traitement de VALO'LOIRE 415 Rue de l'Etier, 44300 Nantes (44).

Le titulaire du lot n° 3 Fourniture et Maintenance des Grands Emballages, Collecte et Transport pour le territoire n° 3 devra transporter jusqu'au centre de traitement de SYNERVAL 200 bis Rue de l'Angevinière, 72027 Le Mans (72).



Le titulaire devra s'y conformer également les jours fériés qui précéderont ou suivront un dimanche. La collecte établie sur un jour férié autre (mardi, mercredi, jeudi et vendredi), devra être effectuée au plus tard le lendemain. Cette organisation sera matérialisée par les calendriers des collectes émis chaque fin d'année pour l'année n+1 par le GREDHA. Une fois validé par le transporteur, chaque calendrier est distribué à chaque producteur.

Afin de réduire les impacts des transports sur l'environnement et dans une logique de concentration des flux, le prestataire proposera des solutions organisationnelles de collectes optimisées en respectant la réglementation ADR.

### **ARTICLE 3.7 – DELAI DE MISE A DISPOSITION DES GRANDS EMBALLAGES**

Le titulaire du lot Traitement est tenu de mettre à disposition du titulaire du marché Collecte pour un territoire donné les 36 emballages vides et propres, ½ heure au plus après l'arrivée du camion.

Le début de chargement des emballages doit intervenir ¼ heure au plus après le lavage désinfection du véhicule de collecte qui se présente pour ce chargement.

### **ARTICLE 3.8 – FORMATION DES CHAUFFEURS**

Le titulaire doit s'assurer que son personnel affecté au transport des DASRI est dûment formé sur les spécificités de ce marché :

- Protocoles de nettoyage du véhicule et hygiène
- Protocole en cas d'accident
- Particularités de la classe 6.2

Et toute autre formation jugée nécessaire par le titulaire.

Le titulaire devra avoir mis en place dans le cadre de son plan annuel de formation, un module de sensibilisation à l'éco-conduite.

Le GREDHA se réserve la possibilité de vérifier la réalisation de ces formations.

Le GREDHA se réserve la possibilité de vérifier la bonne application du port des EPI (liste à fournir) à tout moment dans les établissements adhérents au GREDHA ou sur les centres de traitement et de suspendre la collecte ou le chargement, le déchargement afin d'en informer les responsables du prestataire.

## **ARTICLE 4 - CHAPITRE MISE A DISPOSITION DES EMBALLAGES**

Le titulaire de chaque lot devra fournir le nombre de GE **nécessaire** à chaque établissement adhérent et pourvoir à leur maintenance.

- **Lot 1 Fourniture et Maintenance des Grands Emballages, Collecte et Transport pour le territoire n°1**
- **Lot 2 Fourniture et Maintenance des Grands Emballages, Collecte et Transport pour le territoire n°2**
- **Lot 3 Fourniture et Maintenance des Grands Emballages, Collecte et Transport pour le territoire n°3**

### **ARTICLE 4.1 – EMBALLAGE DE MANUTENTION ET DE TRANSPORT DES DASRI**

#### **4.1.1 - Caractéristiques techniques**

Les emballages de 770 litres sont définis par les prescriptions de l'ADR. Ils correspondent à des moyens de double emballage, de manutention interne aux établissements et de transport sur la route pour les DASRI.

Ils doivent répondre aux exigences suivantes :

- Etre homologués au titre de l'ADR pour une charge d'au moins 70 kg,
- Etre de formes et volumes **adaptés** à la quantité de DASRI produits, 770 litres,
- Etre équipés d'un système permettant une **fermeture efficace (fixation latéral)** assurant la sécurité du transport entre le chargement sur le site de production et le déchargement sur le site de l'installation destinataire,
- Etre de forme et de matériaux constitutif qui permettent le **lavage** et la **désinfection** (intérieur comme extérieur) et soient compatibles avec la chaîne de lavage du centre de traitement,

- Etre étanches,
- Etre équipés d'un système de préhension adapté à la chaîne de traitement et de lavage,
- Etre équipés d'un système de timonerie adapté au système de convoyage interne des établissements du territoire 2,
- **Etre de couleur jaune exclusivement,**
- **Etre obligatoirement compatible avec un chargement en double étage dans les camions,**
- Etre adaptés à au moins une installation de traitement de secours.

Les emballages doivent par ailleurs comporter les inscriptions suivantes :

- L'étiquette conforme au modèle n° 6.2 ADR de préférence une plaque collée,
- Un repère horizontal indiquant la limite de remplissage,
- La mention « déchets d'activités de soins à risques infectieux » en toutes lettres. Cette mention doit apparaître sur deux côtés opposés et en caractères distinctement lisibles à plusieurs mètres,
- Un pictogramme visible pour l'utilisateur qui précise qu'il est interdit de collecter des déchets perforants s'ils ne sont pas pré conditionnés dans des emballages pour déchets perforants,
- Le code « UN 3291 » (gravure à chaud ou/et peinture).

**- Pour le territoire 2 : les emballages doivent être adaptés au système de guidage automatique de manutention des emballages ou système de Transport Automatisé Lourd (TAL) pour les sites des Sables d'Olonne et de Saint Nazaire.**

- Pour répondre aux contraintes du process TAL, les emballages doivent avoir les caractéristiques suivantes :

- Entre axe des roues (Voie) : compris entre 440 – 480mm.
- Largeur hors tout max = 800mm.
- Longueur hors tout max (sans tourillons) = 1260mm.
- Hauteur hors tout max = 1700mm.
- Garde au sol mini = 160mm.
- Diamètres de roue recommandés = 160mm ou 200mm.
- Dans la mesure du possible, le fond doit être plat (pas de bonde, pas de résidu de moulage...)
- Le fond doit être suffisamment résistant pour ne pas se déformer lors de la manutention par le TAL.

La qualité des propositions de mise à disposition des emballages sera appréciée en fonction des critères suivants :

- Dimensions extérieures,
- Robustesse générale et en particulier du système de fermeture,
- Ergonomie d'utilisation et résistance des matériaux aux produits détergents et désinfectants,
- Qualité du système de roulage (diamètre et type des roues),
- Poids du chariot à vide et charge maximale (à préciser),
- Accessibilité lors des opérations de chargement des DASRI,
- Nombre et position des poignées de manutention,
- Fiabilité du système de préhension (résistance à l'arrachage).

**- Pour le territoire 2 : les emballages doivent adaptés à la formation de train de Grands Emballages pour les sites des Sables d'Olonne et de Saint Nazaire.**

- Pour répondre aux contraintes du process de formation de train de Grands Emballages, les Grands emballages doivent avoir les caractéristiques suivantes :

- Etre muni d'un Timon d'attelage
- Etre muni d'un étrier d'attelage

#### **4.1.2 – Contrôles réglementaires des emballages**

Le candidat doit fournir dans l'offre le certificat actualisé d'homologation de type des emballages prévus pour le marché.

Dans le cas où les emballages proposés correspondent à la définition des GRV dans l'ADR, les GRV en cours d'utilisation doivent offrir le même niveau de sécurité que des GRV neufs. A ce titre, ils doivent faire l'objet à minima d'un contrôle réglementaire tous les 5 ans à compter de la date de fabrication et en cas de dégâts majeurs.

Dans le cas d'un accident impliquant les matières dangereuses, le candidat devra pouvoir fournir aux autorités compétentes, la preuve de la conformité de l'emballage et des travaux de maintenance qu'il a mis en œuvre pour garantir la sécurité du chargement.

#### **4.1.3 - Nettoyage-Désinfection des emballages**

Le nettoyage/désinfection des emballages doit obligatoirement être effectué par le site du centre de traitement, néanmoins certaines salissures, type taches de sang, taches noir lié au frottement ou autres devant être traités par des moyens plus radicaux types nettoyeurs hautes pressions peuvent être faites sur des sites annexes le cas échéant.

Tous les produits utilisés devront s'inscrire dans le cadre de l'application de la Directive Biocides et devront faire l'objet d'une AMM (Autorisation de Mise sur le Marché) dès que possible.

Afin de valider l'efficacité des traitements, des prélèvements seront effectués par le titulaire du marché « Traitement » et les résultats seront transmis mensuellement au GREDHA.

En cas de doute sur l'hygiène d'un emballage ou de sa conformité, le chauffeur peut en refuser le chargement dans son véhicule.

#### **4.1.4 - Suivi administratif des déchets - Reconnaissance des emballages**

L'Arrêté du 24 novembre 2003 précise les dispositions relatives à l'identification nominative des emballages. Dans ce cadre, le transporteur fournit les planches d'étiquettes faisant apparaître le nom du producteur. Pour cette traçabilité, le chauffeur lors de son passage dans l'établissement producteur, identifie les emballages GE pris en charge à l'aide de ces étiquettes (une par emballage).

Le centre de traitement a en charge l'enlèvement des étiquettes producteurs.

Le transporteur a la possibilité de proposer un autre moyen technique d'identification des emballages conformément à la réglementation et validé par le GREDHA.

#### **4.1.5 - Plan de continuité : cas de force majeure, cas d'épidémie et de Pandémie, de surcroît d'activité**

Il incombera au titulaire du marché de mettre un minimum de **40%** de moyens supplémentaires humains et matériels en cas d'Epidémie et de Pandémie ou tout autre situations exceptionnelles qui le nécessiterais.

### **ARTICLE 4.2 - MAINTENANCE DES EMBALLAGES MIS A DISPOSITION DES ETABLISSEMENTS adhérent du GREDHA**

#### **4.2.1 - Dispositions générales**

**Le titulaire est tenu en permanence de mettre à disposition des matériels conformes au présent cahier des charges.** Compte-tenu de l'usure normale des emballages et afin de maintenir la qualité du parc, le suivi de maintenance doit inclure le remplacement des emballages en cours de marché.

Leur maintenance usuelle est à la charge du titulaire dès lors qu'un lot d'emballages lui a été attribué.

Un rapport **mensuel** des maintenances et dégradations potentiel devra être fourni au GREDHA.

Toute modification ultérieure des caractéristiques de ces emballages devra être justifiée par des contraintes réglementaires et avoir reçu l'aval du GREDHA.

#### **4.2.2 - Mesures d'hygiène et de sécurité**

Compte tenu de la nature spécifique des déchets concernés, l'emballage constitue l'enveloppe externe des déchets ; il doit pouvoir être clos hermétiquement.

Toute détérioration de l'emballage, entraînant l'impossibilité de sa fermeture hermétique, ou affectant gravement son système de roulage ou son système de préhension, ou ne garantissant plus son étanchéité, entraînera immédiatement le retrait de l'emballage du parc. Sa remise en état est **aux frais du responsable du dommage**.

**Il incombe au titulaire de faire toutes les réserves d'usage quant à leur état, dans les délais et formes réglementaires, particulièrement lors de leur prise en charge après lavage-désinfection réalisée par le centre de traitement.**

**Un adhérent, ou un membre de l'équipe du GREDHA peut signaler, un emballage qui lui semblerait ne pas apporter toutes les garanties en matière d'hygiène, de conformité ou de sécurité ou de non-respect de la réglementation ADR. Dans ce contexte, le titulaire se verra dans l'obligation de mettre en œuvre les dispositions de maintenance dans les plus brefs délais et de faire réaliser l'éventuel contrôle réglementaire prévu par l'ADR sous peine de pénalité.**

#### 4.2.3 - Responsabilité à l'égard des tiers

Ces emballages sont placés sous la responsabilité du transporteur dès qu'il est amené à les manipuler.

**Les réparations pour détériorations mineures** (n'entraînant pas de mise au rebut de l'emballage et dont le coût de réparation resterait inférieur ou égal à 30% de la valeur de remplacement) **sont considérées incluses dans le prix de location** donné dans le marché.

Toute autre détérioration, dite majeure, fait l'objet d'expertise et de recherche du responsable.

Dans le cas où les détériorations majeures sont imputables à un adhérent du GREDHA, le coût des réparations est à la charge du GREDHA uniquement dans le cas où il ne dépasse pas la valeur résiduelle de l'emballage. Dans tous les autres cas, le titulaire du lot emballage en fait expressément son affaire.

#### 4.2.4 - Plan de continuité : cas de force majeur, cas d'Epidémie et de Pandémie, de surcroît d'activité

Il incombera au titulaire du marché de mettre un minimum de **40%** d'emballages en plus à disposition  
(Les emballages reformés seront autorisés sous conditions avec l'accord du GREDHA).

Les emballages de 770 litres, bacs de collecte standard seront potentiellement autorisé par l'ARS en Cas d'Epidémie et de Pandémie ou tout autre situations exceptionnelles sous réserve d'un marquage provisoire spécifiques sur les 5 faces (autocollants UN 3291 : déchet d'hôpital non spécifié, N.S.A2, une étiquette conforme aux matières relevant de la classe 6.2 )

A cette fin, Le titulaire doit avoir une procédure écrite transmise au GREDHA et un stock d'autocollants suffisants afin de procéder au marquage provisoire spécifiques sur les 5 faces (autocollants UN 3291, une étiquette déchets d'activités de soins à risques infectieux, une étiquette conforme aux matières relevant de la classe 6.2, une étiquette Pictogramme "Interdit objets piquants et tranchants", une étiquette, logo gerbage interdit, etc.)